



INFORUP

Semaine du 16 au 20 septembre 2019

LES FILIÈRES AGRICOLES DES OUTRE-MER SOLLICITENT LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SUR LA QUESTION DE L'ENVELOPPE NATIONALE EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE DE DIVERSIFICATION :

Les filières agricoles des Outre-mer ont adressé cette semaine un courrier au Président de la République lui faisant part de leur demande de revalorisation de l'enveloppe nationale complémentaire en faveur de la diversification (enveloppe CIOM). Ce courrier fait suite à un courrier du Ministre de l'Agriculture adressé aux élus des Outre-mer le 30 juillet dernier dans lequel celui-ci ne répond pas à la demande tout en listant les actions déjà engagées par ses services en faveur des filières. Malgré cette non-réponse à la demande de revalorisation de l'enveloppe, les filières agricoles poursuivent leur mobilisation, cette fois ci auprès du Président de la République ainsi que de leurs élus nationaux et régionaux.

LE GOUVERNEMENT SE RÉUNIT POUR UN COMITÉ INTERMINISTÉRIEL OUTRE-MER

Mercredi 18 septembre, 11 ministres et 6 secrétaires d'Etat se sont retrouvés pour aborder sept grands thèmes « prioritaire » pour l'Outre-mer : le déploiement trajectoire 5.0, la prise en compte des risques majeurs, la situation des finances locales et l'accompagnement des collectivités, la lutte contre la vie chère, le soutien à l'agriculture, la recherche et l'innovation ainsi que le plan logement Outre-mer.

Le dossier de presse très concis est disponible au lien suivant : <http://www.outre-mer.gouv.fr/dp-2e-comite-interministeriel-des-outre-mer>.

Le prochain comité interministériel pour l'Outre-mer aura lieu début 2020 et traitera notamment des aides d'Etat au renouvellement des flottes de pêche.

L'AUTRICHE REJOINT LA FRANCE, L'IRLANDE ET LE LUXEMBOURG DANS LEUR OPPOSITION A L'ACCORD COMMERCIAL AVEC LE MERCOSUR :

Le 18 septembre, le parlement autrichien a voté contre l'accord de principe conclu fin juin entre l'Union européenne (UE) et les pays du MERCOSUR s'agissant du volet commercial de l'accord d'association entre les deux blocs. Cela contraint le gouvernement autrichien à s'opposer à la future ratification de l'accord..

Ce refus de l'Autriche vient s'ajouter à ceux de l'Irlande, du Luxembourg et de la France. Pour rappel, le Président de la République, Emmanuel Macron, avait affirmé qu'il s'opposerait à l'accord Mercosur « *en l'état* » si M. Bolsonaro ne respectait pas les engagements environnementaux et climatiques du Brésil pris dans le cadre de l'Accord de Paris (COP 21).

Par ailleurs, lors de la séance plénière du Parlement européen (PE) du mardi 17 septembre, les eurodéputés ont débattu sur les mesures urgentes que l'UE devrait adopter face aux feux de forêt en Amazonie et dans d'autres régions du monde, mais ils n'ont pas adopté de résolution. En effet, une large majorité de députés estime que l'accord UE/MERCOSUR offre un levier pour engager le Brésil à respecter l'Accord de Paris, même s'il existe des divergences au PE concernant les modalités de mise en œuvre du traité avec le bloc sudaméricain.

LES MINISTRES DES AFFAIRES EUROPÉENNES SE SONT RÉUNIS AFIN DE NÉGOCIER LE PROCHAIN CADRE FINANCIER PLURIANNUEL (CFP) DE L'UE POUR 2021-2027 :

Lundi 16 septembre, les ministres des affaires européennes réunis pour se positionner sur le futur budget de l'Union européenne pour 2021-2027 ont fait état de leurs divergences tant sur les questions budgétaires que sur le Brexit. Ainsi, les chances d'obtenir un accord sur le prochain cadre financier avant la fin 2019 se réduisent.

Le Conseil européen se réunira les 17 et 18 octobre afin de discuter de ces mêmes questions. La Présidence finlandaise plaide pour un volume total de 1,3% du revenu national brut, alors que la Commission défend un volume de 1,114%, et que l'Allemagne souhaite limiter le taux à 1%. La France a demandé le maintien du niveau des dépenses de la politique agricole commune (PAC) et la création de nouvelles « ressources propres » pour une bonne transition écologique. La Pologne désire ralentir les négociations et critique les réductions de crédits prévues pour la PAC et la politique de cohésion.

CETTE SEMAINE A EU LIEU AU PARLEMENT EUROPÉEN UNE RÉUNION AVEC PLUSIEURS EURODÉPUTÉS, DANS LE CADRE DU LANCEMENT DE L'INTERGROUPE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, LA BIODIVERSITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE :

Eurodom est un des sponsor et membre actif du conseil consultatif de cet intergroupe qui a été créé il y a 25 ans. Les intergroupes associent des eurodéputés de tous les partis politiques européens

pour discuter de manière apolitique de thématiques précises. Cet intergroupe traite des sujets agricoles, de la pêche, de gestion des forêts, de la gouvernance des océans etc. dans une logique de promotion des trois piliers du développement durable (le développement social, économique et environnemental).

Le député réunionnais du groupe *Renew* Stéphane Bijoux et la députée socialiste de Madère Sara Cerdas seront les co-présidents du groupe de travail « Iles et Outre-mer ».

AGENDA DE LA SEMAINE DU 23 AU 27 SEPTEMBRE 2019

	PARLEMENT EUROPEEN	COMMISSION EUROPEENNE	AUTRES ORGANES EUROPEENS	AUTRES ÉVÉNEMENTS
Lundi 23/09	Réunion de la commission parlementaire : Commerce International 15.00-18.30		Comité économique et social européen, Énergie, environnement et climat : Sommet de l'action pour le climat 2019 Réunion informelle des ministres de l'agriculture	
Mardi 24/09	Réunion de la commission parlementaire : Commerce International 9.00-12.30 & 15.00-18.30 Réunion de la commission parlementaire : Pêche 9.00-12.30 & 14.30-18.30		Conseil des transports, des télécommunications et de l'énergie – Énergie Réunion informelle des ministres de l'agriculture	

<p>Mercredi 25/09</p>	<p>Réunion de la commission parlementaire : Environnement, santé publique et sécurité alimentaire 9.00-12.30 & 14.30-18.30</p> <p>Réunion de la commission parlementaire : Agriculture et développement rural 9.00-12.30 & 14.30-18.30</p>		<p>Coreper I, Bruxelles</p>	
<p>Jeudi 26/09</p>	<p>Réunion de la commission parlementaire : Environnement, santé publique et sécurité alimentaire</p>		<p>Présidence UE : Journée spéciale compétitivité et consommateurs</p>	
<p>Vendredi 27/09</p>				